

# Un témoin entendu dans l'agression du CRS.

**Touché par un pavé jeté d'un immeuble, l'homme est toujours plongé dans un coma artificiel mais montre des signes encourageants selon les médecins. Un témoin aurait aperçu les auteurs de l'agression.**

Deux jours après l'agression d'un CRS, grièvement blessé par un pavé jeté du haut d'un immeuble à Noisiel en Seine-et-Marne, l'enquête progresse pour retrouver les responsables. Jeudi après-midi, **selon Le Parisien**, un témoin clé a été entendu par la brigade criminelle de la police judiciaire de Versailles. L'homme aurait vu les agresseurs prendre la fuite. Selon le quotidien, il s'agirait «d'au moins deux jeunes, qui seraient redescendus dans une cage d'escalier, après avoir brisé un hublot de plafond». Ces suspects seraient montés sur le toit-terrasse d'un immeuble où ils avaient préparé un amas de pavés en guise de munitions. Ils seraient redescendus bien plus loin, après avoir couru sur le toit. Lorsqu'il a reçu le pavé, le CRS ne portait pas de casque mais un simple calot.

Par ailleurs, son état de santé évolue. «Selon ses médecins, les choses vont plutôt mieux qu'hier», a déclaré jeudi soir Claude Guéant après avoir rendu visite dans un hôpital parisien au gardien de la paix. «Les médecins sont encourageants mais il reste dans un sommeil artificiel», a précisé le ministre de l'Intérieur au cantonnement de Meaux où est accueillie la CRS 39 de la victime. Le CRS souffre d'une «grave fracture» d'un os crânien mais un premier scanner, effectué mercredi soir, n'a détecté aucune lésion cérébrale importante. Une opération dans la soirée a permis de résorber la fracture. «Son pronostic vital ne semble pas engagé mais les médecins attendent vingt-quatre heures avant de se prononcer sur ses séquelles », a ajouté une source policière.

## **L'indignation de Claude Guéant et des syndicats**

Revenant sur l'agression du policier, Claude Guéant a dénoncé un «guet-apens». «Des pavés ont été jetés, des pavés qui étaient là à dessein», a-t-il accusé. «C'est (...) un acte d'une totale barbarie, d'une incroyable folie criminelle», a poursuivi le ministre jeudi soir, après s'être entretenu avec les collègues du blessé. Il a dit sa «détermination à retrouver les coupables d'un acte inqualifiable» et sa conviction que «les auteurs seront déférés à la justice». «Tous les moyens sont mis en oeuvre pour retrouver les auteurs», a-t-il prévenu.

Choqués par cet évènement, plusieurs syndicats de police ont réagi mercredi. Unité SGP-Police-FO, premier syndicat de gardiens de la paix, a demandé au ministre de l'Intérieur de «mettre un terme à la violence gratuite contre les policiers».

Synergie (2e syndicat) «condamne avec la plus grande véhémence» cette agression qui vient «s'ajouter à une longue liste de violences graves et d'homicides sur des policiers en service ». Pour Synergie, «la banalisation de ces violences constitue une véritable incitation à la sauvagerie». L'Unsa Police, (3e syndicat), de son côté, «dénonce fermement les conditions de plus en plus difficiles dans lesquelles s'effectuent les interventions», et «demande que les auteurs de telles exactions soient lourdement sanctionnées par la justice».

Il y a trois jours, le préfet de police de Paris, Michel Gaudin, avait annoncé que onze affaires de «tentatives de meurtre» visant des policiers **avaient été recensées à Paris en 2010**, et que «1631 policiers» avaient été blessés lors de l'exercice de leur métier dans l'agglomération parisienne.